

FONDATION KONRAD ADENAUER

RENCONTRE ANNUELLE DU

RESEAU DES BOURSIERS ET ANCIENS BOURSIERS DE LA

FONDATION KONRAD ADENAUER (REBAFKA)

WARANG

10-12 AVRIL 2015



INVITATION A LA SORTIE ANNUELLE DU REBAFKA	3
PROGRAMME DE LA RENCONTRE ANNUELLE DU REBAFKA.....	4
ALLOCUTION DE MME DR. UTE GIERCZYNSKI-BOCANDE, CHARGÉE DE PROGRAMME FKA.....	5
TRIPATOUILLAGE CONSTITUTIONNEL EN AFRIQUE	7
ETUDE DE LAZARE BOKO AKPAHOU, IBRAHIMA HARANE DIALLO et WILFRIED YAVI.....	7
LES INEGALITES SOCIALES	14
ETUDE DE LENA BA, ETUDIANTE AU DEPARTEMENT CIVILISATIONS GERMANIQUES.....	14
ETUDE DE MARTHE ELIANE DIOUF	19
ETUDE DE BINETA DIALLO	22
ETUDE DE SOULEYMANE AMAR, ETUDIANT EN 4EME ANNEE DE FORMATION EN AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, ENVIRONNEMENT ET GESTION URBAINE.....	25
LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE.....	30
ETUDE DE ABY BA, NDEYE AMY LO ET FATOU NIANG	30
TEXTE DE NDIABEL DIENG	36
LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE : RAPPORT DE SEKOUBA KONARE (AVRIL 2015).....	37

INVITATION A LA SORTIE ANNUELLE DU REBAFKA

Chers boursiers et anciens boursiers de la Fondation Konrad Adenauer,

la FKA et le REBAFKA vous invitent à la traditionnelle sortie annuelle du réseau qui se déroulera du 10 au 12 Avril 2015 dans le département de Mbour à l'hôtel « **le Warang** » sur la route de Joal.

Le thème central retenu cette année est « **LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE** » et les communications porteront sur trois sous thèmes à savoir :

- **les tripatouillages constitutionnels**

- **le rôle des sociétés civiles**

- **les inégalités sociales.**

Le départ aura lieu le Vendredi 10 avril à la FKA à 13h précise.

Le nombre de places étant limitées, une liste de cinquante personnes est ouverte. Tous ceux qui sont désireux de faire le voyage sont priés de confirmer leur présence avant au plutard le 20 mars 2015, délai de rigueur.

Ceux qui seraient intéressés de faire des communications sur l'un de ces trois sous-thèmes sont également priés de prendre contact avec le Bureau exécutif du REBAFKA le plutôt possible. Ce dernier se charge d'orienter les exposants dans les différents groupes de leur choix.

Comme d'habitude, nous sommes optimistes quant à la qualité des débats qui s'y tiendront à l'image des sorties précédentes.

Recevez nos salutations cordiales

Emmanuel Millimono

Président REBAFKA

Ute Gierczynski-Bocandé

Chargée programmes FKA

PROGRAMME DE LA RENCONTRE ANNUELLE DU REBAFKA

Du 10 au 12 avril 2015 à l'hôtel le Warang Mbour, Rte de Joal

THEME : « LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE »

Vendredi 10 avril 2015

13H00 - Départ de la Fondation Konrad Adenauer

20H00 - Diner

21H00 - Présentation du site web du REBAFKA

21H30 - Présentation du projet de mise en place de bureaux sous régionaux pour le REBAFKA et soumission à l'assemblée du nouveau règlement intérieur du REAFKA

Samedi 11 avril 2015

08h00 – Petit déjeuner

09H00 – Exposé sur « Les tripatouillages constitutionnels »

11H00 – Pause

11H15 – Exposé sur « Les inégalités sociales »

13H15 – Déjeuner

15H00 – Visite de Joal Fadiouth

20H00 – Diner

21H00 – Soirée des talents

Dimanche 12 avril 2015

07H30 – Messe (pour les chrétiens)

08H30 – Petit déjeuner

09H30 – Exposé sur « Les rôles des sociétés civiles »

11H00– Pause

11H15 – Vote pour validation du nouveau règlement

11H45 – Présentation de bilan du bureau sortant

12H15 – Election du nouveau bureau

13H15 – Mots de clôture de la rencontre

13H30 – Déjeuner

15H00 – Retour sur Dakar

ALLOCUTION DE MME DR. UTE GIERCZYNSKI-BOCANDE, CHARGEÉE DE PROGRAMME FKA

Chers boursiers de la FKA, Chers invités,

Je vous souhaite la bienvenue à l'occasion du premier jour de notre sortie pédagogique de cette année sur la Gouvernance en Afrique. Mes remerciements chaleureux s'adressent à Emmanuel Millimono, le président et à tout le bureau du REBAFKA qui, depuis des semaines, ont préparé cette sortie avec beaucoup d'entrain et d'engagement. En effet, ils sont de très efficaces organisateurs, comme vous le savez : lors de toutes les manifestations de la FKA, le REBAFKA aide à l'organisation et à l'encadrement.

Depuis une bonne quinzaine d'années, la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal conduit un programme de bourses avec 130 boursiers et anciens boursiers. Nous avons commencé « tout petit » avec un ou deux boursiers par an, en début des années 2000, pour arriver à un nombre assez impressionnant actuellement. Mais ce qui est plus important que la quantité, c'est la qualité de nos boursiers. En effet, la FKA n'octroie pas de bourses avec le seul but d'aider des jeunes talents prometteurs. Une condition indispensable pour être intégré dans le programme de la FKA est l'engagement social, politique et associatif. En effet, l'excellence et l'engagement sont les meilleurs gages pour que les jeunes deviennent des décideurs politiques, économiques et sociaux responsables et conscients des enjeux.

L'excellence et l'engagement, l'ingéniosité et la créativité des boursiers ont déjà donné beaucoup de fruits. Le plus visible est la création du REBAFKA, du Réseau des boursiers et anciens boursiers de la FKA, qui a été fondé il y a six ans lors d'une rencontre annuelle à St Louis et qui ne cesse de nous surprendre par la qualité de ses travaux.

Ainsi depuis quatre ans, ce sont les boursiers eux-mêmes qui jouent le rôle d'expert et de conférenciers lors de nos rencontres annuelles qui se sont soldées par des publications de haute facture. Les actes des séminaires, accessibles dans notre site web, prouvent que nos boursiers et anciens boursiers sont devenus de vrais experts des thèmes qu'on leur a confiés : Repenser le Développement, en 2012 à Palmarin, L'Afrique dans la mondialisation à Djilor en 2013, L'Afrique face au défi de la sécurité, l'an passé à St Louis.

Le volume et la qualité des textes rassemblés peuvent donner au lecteur une idée de ce véritable « think tank » qu'est le REBAFKA. Nous avons appelé notre programme de bourse : programme de promotion de jeunes élites, et nous sommes heureux de commencer aujourd'hui notre programme avec vous, les jeunes élites intellectuelles du Sénégal et de la sous-région. En effet, le REBAFKA regroupe des boursiers de plus de 10 pays d'Afrique.

Dans ce sens, la Fondation Konrad Adenauer se félicite de pouvoir contribuer à la formation et à la promotion de jeunes brillants intellectuels et acteurs du développement, et cela au niveau panafricain. Ainsi, ces jeunes talents s'investissent

à promouvoir l'esprit de Senghor et des pères fondateurs des nations africaines qui ont plaidé pour un partage, un échange fécond et constructif d'idées et de savoir-faire au-delà des frontières pour propulser le développement du continent.

La thématique de notre sortie de cette année à Warang est une suite logique des thèmes des années précédentes. En effet, la Gouvernance est l'élément clé pour la réalisation de tout projet de développement d'un pays, qu'il émane de l'Etat ou de la société civile. Ainsi, la partie « Tripatouillages constitutionnels » va mettre en exergue l'importance de la bonne compréhension des principes de l'Etat de droit et des enjeux constitutionnels pour la conduite des affaires de l'Etat. La thématique des « Inégalités sociales » vient souligner que même la meilleure constitution n'est pas un garant de développement équitable et durable si le décalage entre les couches de la société creuse les disparités sociales et peut même mener à des réactions de repli, des agressions, des violences. En fin de compte, vous allez vous focaliser sur la société civile et les rôles qu'elle doit jouer dans le contrôle de l'action publique mais aussi dans toute initiative de développement qui viendra amoindrir les inégalités sociales. Vous avez analysé dans vos recherches les problèmes focaux de la gouvernance en Afrique et nous sommes donc tout curieux de suivre vos exposés et vos débats, en attendant de pouvoir publier le document du séminaire.

Je vous souhaite donc de fructueux travaux et vous remercie de votre aimable attention.



TRIPATOUILLAGE CONSTITUTIONNEL EN AFRIQUE

**ETUDE DE LAZARE BOKO AKPAHOU, IBRAHIMA HARANE DIALLO
et WILFRIED YAVI**



I. La notion de Constitution

A. Définition et Formes

Définition :

La constitution peut être définie au sens formel comme l'ensemble de règles précises, identifiable et placé au sommet de toutes les règles juridiques. Ainsi, selon la théorie de la hiérarchie de normes, la Constitution se trouve ainsi être la loi fondamentale qui légitime toutes les normes inférieures.

Au sens matériel, constitution se définit comme l'ensemble des règles écrites ou coutumières qui déterminent la forme de l'Etat, l'organisation de ses institutions, la dévolution et les conditions d'exercice du pouvoir.

Forme de constitution :

La constitution peut être rigide ou souple.

Elle est souple si elle peut être facilement modifiée par l'un des pouvoirs constitués, par exemple le pouvoir législatif, au terme de la procédure législative normale. C'est précisément le cas de la Grande Bretagne où la constitution est coutumière et

également l'Israël où la constitution est pour l'essentiel exprimée dans des lois ordinaires.

Elle est rigide lorsqu'elle ne peut pas être modifiée ou révisée qu'en respectant certaines formes, qu'elle a elle-même organisé et par les organes qu'elle a institué à cet effet.

Type de constitution :

Elle peut être écrite comme celle de la France, ou coutumière comme celle de la Grande Bretagne.

B. La procédure de révision constitutionnelle :

Il n'existe pas en matière de révision constitutionnelle une procédure unique ou identique. Cependant chaque constitution prévoit les modalités de sa révision.

Le cas du Mali:

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République et aux députés. Le projet ou la proposition de révision doit être voté par l'Assemblée Nationale à la majorité des deux tiers de ses membres. La révision n'est définitive qu'après avoir été approuvée par référendum. Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire. La forme républicaine et la laïcité de l'Etat ainsi que le multipartisme ne peuvent faire l'objet de révision.(**art.118,titre.XVI**)

Le cas du Sénégal :

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République et aux députés.

Le Premier Ministre peut proposer au Président de la République une révision de la Constitution.

Le projet ou la proposition de révision de la Constitution est adopté par les assemblées selon la procédure de l'article 71. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum. Toutefois, le projet ou la proposition n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès.

Dans ce cas, le projet ou la proposition n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes (3/5) des suffrages exprimés.

Les articles 65 et 77 ne sont pas applicables aux lois constitutionnelles.

La forme républicaine de l'Etat ne peut faire l'objet d'une révision. (art.103, titre.XII).

C. La pratique de révision constitutionnelle :

On peut noter certaines révisions ou tentative de révisions deux Constitutions citées ci-haut.

Au Sénégal tout récemment ,en 2012 le Président Macky Sall a réussi à faire passer un projet de révision visant à supprimer le Sénat au Sénégal, jugé budgétivore et non nécessaire. En 2001 son prédécesseur, Abdoulaye Wade a également apporté de réformes majeures à la Constitution dont le changement de la durée du mandat présidentiel du quinquennat au septennat. Il a également fait reconnaître par la Constitution le statut de l'opposition politique. En 1992, Abdou Diouf a révisé la constitution en intégrant le recours pour exception d'inconstitutionnalité, une réforme qui permet désormais aux simples citoyens de pouvoir saisir la Cour constitutionnelle.

Concernant le Mali depuis l'institution de la Constitution du 25 février 1992, aucune révision n'y a été faite cette situation témoigne du caractère rigide de cette Constitution. Cependant, en 2010, le Président Amadou Toumani Touré avait réussi à faire voter un projet de révision au niveau de l'assemblée nationale. Le projet n'a pas été soumis au referendum car le peuple à travers de mouvements de contestation avait rejeté le dit projet.

II. L'instrumentalisation des Constitutions pour des convenances personnelles

Le tripatouillage constitutionnel peut être compris comme le fait qu'un dirigeant élu sur la base d'une constitution, modifie les dispositions de celle-ci par tous les moyens possibles contre la volonté d'une majorité de population aux fins de se maintenir au pouvoir.

Généralement, la révision tourne autour du statut du chef de l'Etat, de l'alternance politique, de la rupture avec un ancien système.

A. L'avènement de la démocratie en Afrique à la fin de la guerre froide

Le discours de François Mitterrand à la Baule le 20 juin 1990 à la fin de la guerre froide a été un déclencheur d'un démarrage de la démocratie sur le continent africain. En dehors du Bénin dirigé par le général Mathieu Kérékou qui a anticipé cette initiative et organisé sa conférence des forces vives de la nation en février 1990 pour s'engager résolument sur la voie de la démocratie.

Les autres ex-colonies françaises ont suivi le pas. Il s'agit du Mali, du Niger et du Congo-Brazzaville qui retournera ensuite au joug de Sassou Nguesso.

Beaucoup de pays dirigés par des dictateurs ont résisté à cette vague de conférences avec parfois la complicité de la France qui n'était pas convaincue de la nécessité de laisser se démocratiser les anciennes colonies. L'emprise de la Françafrique surtout pendant la présidence de Chirac, la prédation des richesses pétrolières, ont ralenti puis paralysé le processus global de démocratisation entre 1995 et 2002.

Depuis 1990, dans l'ensemble des 20 ex-colonies, la démocratie a globalement progressé mais très lentement et aux prix de luttes difficiles. Le nombre de pays débarrassés des présidents inamovibles mis en place par le pouvoir français a fini par augmenter.

En 2014, dans 5 pays sur 20, les présidents sont correctement élus : Mali, Bénin, Comores, Sénégal et Niger. Au moins 8 dictateurs solides refusent de laisser la place. Si la monarchie marocaine et l'Algérie du FLN sont en dehors d'un schéma classique d'influence française, dans les 5 autres pays, Côte-d'Ivoire, Centrafrique, Guinée Conakry, Tunisie, et Madagascar, la situation est plus complexe, instable en raison d'une guerre, d'une crise ou d'une transition démocratique non achevée. Ces 8 dictatures sont le Tchad, Congo-Brazzaville, Cameroun, Djibouti, Togo, Mauritanie, Gabon et Burkina Faso. Après les 41 ans de règne de son père, Ali Bongo, 55 ans, depuis 5 ans aux commandes, a imposé au Gabon une succession quasi-monarchique au travers d'un coup d'état électoral en 2009.

Mohamed Ould Abdel Aziz, 58 ans, n'a que 6 ans de pouvoir depuis 2008, mais il a très rapidement rejoint le schéma classique des dictatures protégées par Paris par son arrivée dans un coup d'état suivi de 3 mascarades électorales. Faure Gnassingbé, 49 ans, n'a que 10 ans de règne, mais il a acquis le pouvoir par un coup d'état sanglant, lui permettant de succéder à son père, 38 ans en place, et, il possède lui aussi à son palmarès déjà 3 mascarades électorales significatives.

Ismail Omar Guelleh, 68 ans, arrivé en 1999, est là depuis 16 ans. Idriss Déby, 63 ans, est en place depuis 1990, depuis 25 ans. Le tombeur de Thomas Sankara en 1987, Blaise Compaoré, 64 ans, atteint les 28 ans de pouvoir avant d'être chassé par une révolte populaire. Sassou Nguesso, 72 ans, a accumulé en deux périodes 31 ans de présidence. Le doyen, Paul Biya, 82 ans, règne depuis 1982, soit depuis 33 ans.

La méthode est simple pour ces dictateurs. Une fois passé l'étape de l'instauration du multipartisme dans les années 90, ils ont acquis les techniques de fraudes pour rester en place contre l'avis des populations. Ils refusent de quitter le pouvoir de peur d'être poursuivis par la justice.

B. Quelques exemples de tripatouillages constitutionnels en Afrique

- ❑ **Guinée** : En Guinée, la constitution a été modifiée en 2002 dans l'intention d'autoriser le feu Président **Lansana Conté** à se représenter, à la fin de son second et dernier mandat aux élections présidentielles.
- ❑ **Tchad** : La constitution du Tchad a été modifiée en 2005 et a permis à **Idriss Deby Itno** à se maintenir au pouvoir depuis son coup d'Etat de 1990.
- ❑ **Mauritanie** : La modification de la constitution en 1991 a permis à **OULD TAYA** de rester au pouvoir à son renversement par coup d'Etat en août 2005.
- ❑ **Burkina Faso** : Par un subtil jeu de levée de la limitation de mandats en 1997, puis de restauration de cette limitation en 2000, **Blaise Comparé** est au pouvoir depuis son coup d'Etat de 1987.

- ❑ **Tunisie** : En Tunisie, la constitution a été modifiée également en 2002 pour permettre au Président, **Zine Ben Ali** de se représenter à l'élection présidentielle de 2004 qu'il a remporté pour un quatrième mandat .Pourtant, lorsqu'il avait destitué en 1987 le premier Président tunisien malade, **Habib Bourguiba**, 84 ans, il avait promis de mettre fin à la présidence à vie .
- ❑ **Togo** : Au Togo, la constitution a été modifiée en 2003 et a permis à feu **EYADEMA** de se faire réélire pour un troisième mandat de cinq ans, au terme de 36 années de pouvoir jusqu'à sa mort en 2005.
- ❑ **Ouganda** : Modification en 2005 et maintien de **YOWERI Museveni** au pouvoir depuis sa victoire militaire contre le régime en place en 1986.

D'autres pays l'ont fait comme le **Gabon** en 2003, le **Cameroun** et **l'Algérie** en 2008, le **Djibouti** en 2010.

Malgré ces nombreux cas qui se sont déjà produits, l'Afrique reste agitée par des mouvements et des contre mouvements qui sont à l'œuvre dans plusieurs pays dont les dirigeants sont au terme de leur deuxième et dernier mandat.

- ❑ **Au Burundi**, Pierre N'kurunziza, veut modifier la Constitution du pays, afin de pouvoir briguer un troisième mandat. Mais l'opposition burundaise et la société civile se mobilisent pour faire échec à son projet.
- ❑ **Au Congo Brazzaville**, la Constitution du 20 janvier 2002, limite à deux le mandat du chef de l'Etat et impose une limite d'âge à 70 ans. Après plus de deux décennies au pouvoir, Sassou N'Guesso ne peut briguer un nouveau mandat en 2015 sauf si la constitution est modifiée. Les partisans du chef de l'Etat congolais sont très mobilisés pour le soutenir afin qu'il modifie la constitution du 20 Janvier 2002 pour se présenter aux prochaines échéances présidentielles.
- ❑ **En RDC**, Le président Kabila arrive au terme de son deuxième mandat en 2016. Son gouvernement a adopté en mai dernier un projet de loi pour réviser la Constitution et permettre l'organisation des élections à venir. Selon le gouvernement, il s'agit d'une modification technique destinée notamment à faire des économies sur l'organisation des scrutins. Mais l'opposition soupçonne le président Joseph Kabila de vouloir se maintenir au pouvoir après la fin de ses deux mandats réglementaires fixés par la constitution actuelle.
- ❑ **Rwanda**: L'actuelle Constitution, adoptée en 2003, limite, le nombre de mandats présidentiels à deux. Il interdit donc en l'état à Paul Kagamé, déjà élu en 2003 et 2010, de se présenter une troisième fois. Le chef de l'État n'a encore jamais ouvertement déclaré son souhait de se maintenir au pouvoir. Mais il y a quelques mois il a assuré, respecter la Loi fondamentale avant d'ajouter : "Je ne connais pas un seul pays où la Constitution soit immuable
- ❑ **Bénin**: Le président Boni Yayi - élu en 2006 puis réélu en 2011 - en a fait la promesse : il ne se présentera pas à un troisième mandat en 2016. La Constitution ne le lui permet pas et la Commission des lois du Parlement béninois non plus. Pourtant il y a quelques mois son gouvernement a déposé un projet de réforme constitutionnelle qui finalement a été rejeté par le parlement. Un projet

qui ne concernait pourtant ni le nombre ou la durée des mandats, mais qui plaidait pour la création d'une Cour des comptes. L'opposition soupçonne pourtant le président béninois Boni Yayi de vouloir faire amender la Constitution pour ensuite évoquer le changement de république afin de préparer le terrain pour la prochaine présidentielle.

Comme on le voit la situation concernant les révisions constitutionnelles en Afrique est très instable. Les pays africains pour la plupart avaient commis des erreurs en calquant leur modèle démocratique sur celui de l'occident alors que les réalités socioculturelles diffèrent d'un pays à un autre, surtout d'un continent à un autre. Il faudra peut-être repenser le contenu d'un nouveau modèle démocratique en Afrique qui puisse prendre en compte les réalités socioculturelles du continent pour un réel développement de ce dernier.

III. Tripatouillages constitutionnels : le réveil citoyen

Les expériences de quelques pays....

Bénin

2005:

- Mathieu Kérékou était soupçonné de vouloir faire modifier la loi fondamentale pour s'éterniser au pouvoir
- Démission surprenante de Pierre Osho, alors fidèle ministre de la défense du président. Il dénonce des intentions révisionnistes de son chef.
- Manifestation du mouvement Elan contre la révision opportuniste de la constitution

2011: Le débat de la révision constitutionnelle est relancé au Bénin après réélection sur fond de contestations de Boni Yayi

- Par décret N°2013- 255 du 6 Juin 2013, un projet de Loi portant révision de la Constitution du 11 Décembre 1990 a été déposé à l'Assemblée Nationale par le Gouvernement du Boni Yayi
- 2011 à ce jour : l'actualité politique est donc agitée par des déclarations pour, des déclarations contre; des marches pour (souvent autorisées) ; des marches contre, interdites, des affiches.....

Y en a marre contre l'ultime tentative de tripatouillage sous Wade

- Le groupe s'est battu foncièrement contre l'ambition révisionniste d'Abdoulaye Wade pour s'éterniser au pouvoir après 2012.
- Tout au long de l'année 2011, ils organisent des manifestations, « foires aux problèmes » et sit-in sur la place de l'Obélisque à Dakar.

- Le 15 février 2012, ces manifestations sont interdites par le gouvernement. Le 16 février, trois membres du collectif sont arrêtés pour avoir participé à une manifestation interdite place de l'Obélisque.

En somme : Les tentatives de tripatouillages constitutionnels provoquent souvent des soulèvements populaires avec leurs corollaires de morts d'hommes, d'assassinats politiques, de réfugiés, déplacés etc.

Les effets entraînés peuvent être d'ordre économique (conjoncturel ou structurel)

Les conséquences peuvent être d'ordre politique (par exemple la sanction politique récente infligée à tous les pro-révisionnistes sous Compaoré). Ils ne pourront pas se présenter aux prochaines élections au Burkina Faso.

BIBLIOGRAPHIE

La constitution malienne de février 1992
La constitution sénégalaise de 2001
Le lexique de termes juridiques 11e édition
www.maliweb.net
www.rfi.fr
www.jeuneafrique.com

LES INEGALITES SOCIALES

ETUDE DE LENA BA,

ETUDIANTE AU DEPARTEMENT CIVILISATIONS GERMANIQUES

ANALYSE DE LA SITUATION DES INEGALITES EN AFRIQUE



L'Afrique s'identifie toujours à un continent de pauvres ; Pauvres par ses populations bien –sur si l'on sait que le continent africain a tous les atouts miniers pour réussir : terres fertiles et immenses, importantes ressources minières et pétrolières. Même les catastrophes naturelles (volcans, tremblements de terre, tsunamis, typhons...) qui frappent beaucoup de pays, épargnent l'Afrique. Malgré ces avantages l'Afrique est néanmoins caractérisée par la misère, les guerres, les pandémies. En plus de ses situations qui perdurent en Afrique des inégalités sous différentes formes économiques et sociales s'y ajoutent causes par des :

- **Des revenus faibles des populations**

Malgré sa croissance économique, l'Afrique compte toujours des inégalités criantes. D'après les chiffres de la banque africaine de développement 70% des populations qui résident dans des pays connaissant des taux de croissance supérieurs à 4%, seulement 4% de ses africains gagnent plus de 10 dollars par jour. En outre la majeure partie de la population continuent toujours de vivre avec moins d'1 dollar/jour et sont de plus en plus exclus de

la croissance économique : ¹(1,2 milliards de personnes ne disposent que d'un revenu inférieur ou égal à 1,25 dollar sur une population de 1,11 milliard).

- **Une économie toujours informelle**

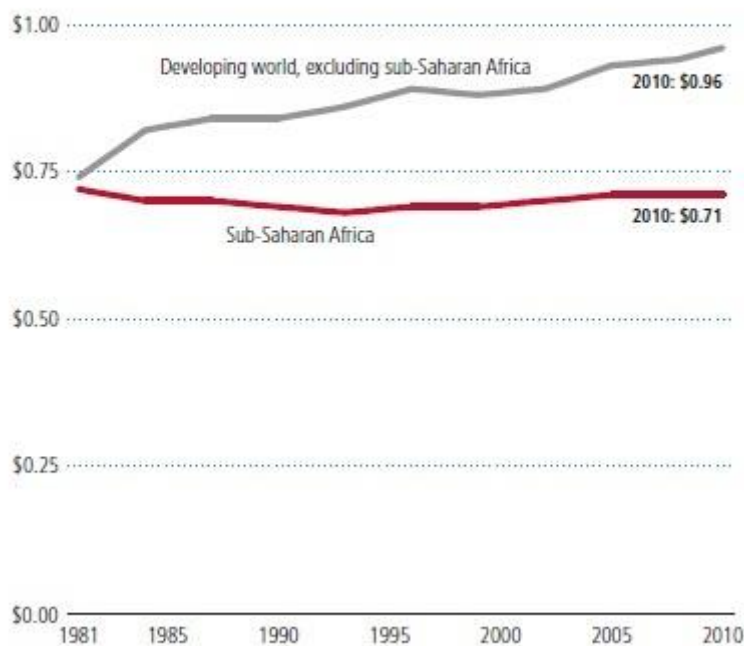
L'économie informelle est une entreprise sans existence juridique qui échappe largement aux taxes, aux impôts, au contrôle ou simplement au dénombrement (comme au Bénin où près de 80% des emplois et des entreprises ne sont pas déclarés²). L'économie informelle constitue ainsi un pourvoyeur d'emplois pour une population jeune et première source de revenus dans la plupart des pays subsahariens.

D'après les chiffres de la Banque mondiale de développement 361% de la population africaine s'activent toujours dans le secteur informel et vit avec moins de 2 dollars/jour. Près de 75% d'emplois sont représentés par le secteur informel dans la plupart des pays africains. A titre d'exemple le secteur informel occupe une place très importante dans l'économie du Sénégal (Selon une étude récente de la Banque mondiale, ce secteur générerait 97% des créations d'emplois dans un pays) très touché par le chômage.

Ces inégalités en matière de revenu attestent que la croissance économique profite peu à la population africaine et favorise à la paupérisation du plus grand nombre.

Le revenu moyen des personnes vivant dans l'extrême pauvreté est resté inchangé en Afrique subsaharienne durant les trois dernières décennies

Average daily consumption of individuals living on less than \$1.25 a day, 2005 PPP\$, 1981–2010



Source: World Bank 2013c.

¹ Source : jeune Afrique le 28 07 2014 à 17 :17

² Jeune Afrique, numéro 2828 du 22 au 28 mars 2015

³ Source: RFI par Sabine Cessou, le 23 -03-2015



En 2030, il pourrait encore y avoir 275 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne. © AFP

- **Les inégalités sociales de conditions de vie**

Tout d'abord les conditions de vie en Afrique sont inégales particulièrement à l'accès des services de base pour la population à savoir l'accès aux soins, au logement, à une alimentation variée et à l'éducation. Les couches aisées bénéficient de la meilleure éducation et des soins de sante adéquates, alors que les pauvres n'y ont simplement pas accès. Compte tenu de leur importance pour la survie de l'Homme le Projet des Nations Unis pour le développement(PNUD) a, depuis 1990 utilisé l'indice de développement humain(IDH) pour répondre aux insuffisances du PIB comme indicateur de développement d'un pays et pour classer les pays selon le développement qualitatif de vie des populations. En plus du PIB, l'IDH est calculé par combinaison de deux autres indicateurs:

- **l'espérance de vie à la naissance** permet d'analyser le niveau sanitaire de chaque pays mesurant aussi indirectement la qualité de l'alimentation, la qualité de logement et l'accès à l'eau potable et aux soins médicaux.
- **Le niveau d'instruction** est mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation. Le dernier rapport sur le développement humain de 2014 intitulé " pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience " publié par le PNUD montre que entre 2000 et 2013 L'Afrique a connu une progression sur l'indice de développement, qui combine les avancées dans les domaines du revenu, de la sante et de l'éducation. Quelques exemples de pays qui ont connu la croissance la plus rapide de l'IDH : le Rwanda et l'Ethiopie suivi par l'Angola, le Burundi, le Mali, le Mozambique, la République Unie de Tanzanie et de la Zambie. Mais malgré ces progrès, L'Afrique subsaharienne demeure la région la plus inégalitaire au monde selon le coefficient d'inégalité du PNUD⁴. Cette situation d'inégalité s'explique par les guerres, et conflits qui sévissent en Afrique.

⁴ <http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/presscenter/articles/2014/12/09/rapport-sur-le-d-developpement-2014-du-pnud-le-togo-class-au-166-me-rang-.html>

- **Inégalités de pouvoir**

Les inégalités et la politique entretiennent des relations d'interdépendance, souvent négatives. "Les disparités de revenus et de compétences traduisent souvent des inégalités en matière d'accès au pouvoir politique, note le rapport du PNUD. Les pauvres, les femmes, les populations rurales et les groupes ethniques marginalisés sont en partie désavantagés du fait qu'ils ne sont souvent pas bien organisés, que leur influence politique est négligeable et que, dans de nombreux pays, ils ne sont pas invités à participer à la prise des décisions importantes, concernant notamment la distribution des ressources économiques et sociales. Les inégalités en matière de pouvoir politique, observe la Banque mondiale, "débouchent sur la création d'institutions qui perpétuent les inégalités sur les plans du pouvoir politique, de la condition sociale et de la détention des richesses".⁵ Par exemple

En Afrique du sud avec le système d'apartheid (une inégalité institutionnalisée) qui continue d'avoir des répercussions chez les noirs sud africains particulièrement chez les enfants. Près de 27% des enfants noirs ont accès à l'eau courante contre 94% des enfants blancs⁶.

- **Les inégalités sociales : sources de conflits et de guerres**

Les situations d'inégalités de revenus et d'accès aux services sociaux de base peuvent influencer les jeunes à se livrer au terrorisme et même à alimenter les sentiments xénophobes qui débouchent sur des clivages ethniques et qui contribuent à l'exacerbation des inégalités sociales en Afrique provoquant des tensions politiques entre population de même pays.

De nos jours la jeunesse africaine est anxieuse et se fait du souci pour son avenir ; elle entreprend des aventures comme l'immigration clandestine qui met en péril la vie de ses jeunes africains à la recherche d'une vie meilleure.

- **inégalités de sexe**

Aujourd'hui, on parle plus d'un terme à la vogue pour parler des inégalités qui existent entre les hommes et les femmes. Il s'agit du mot « sexisme ». Ce nouveau concept est défini comme un préjugé fondé sur la discrimination des sexes notamment du sexe masculin à l'encontre du sexe féminin. Le sexisme se manifeste de façon directe ou indirecte. Il est axé sur les inégalités de salaires, les conditions de travail, la répartition professionnelle, la proportion des femmes dans les Parlements, les conseils d'administration des grandes sociétés. Les programmes de développement comme le PNUD pensent que l'éducation est l'un des moyens capables de protéger les filles contre les violences sexistes. Malgré les avancées sur la scolarisation des filles, des phénomènes sociaux tels que les mariages précoces, les abus sexuel empêchent les filles à achever leur niveau d'études primaires ou secondaires. Ce fait est répandu dans la plupart des régions d'Afrique (par exemple

⁵ <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/july-2006/lutter-contre-les-in%C3%A9galit%C3%A9s-en-afrique>

⁶ <http://www.rfi.fr/afrique/20131120-afrique-sud-inegalites-entre-enfants-blancs-noirs-persistent/>

au Niger ou la majorité des filles se marient avant l'âge de 18 ans), tout comme au Tchad et au Nigeria, un pays de conflit terroriste avec le problème des filles nigérianes enlevées il y a un an. Les inégalités économiques font parties des causes de l'exclusion des filles à l'école. Par exemple dans les campagnes où la pauvreté est plus flagrante les familles ne peuvent pas se permettre de payer les frais de scolarité de tous leurs enfants notamment après l'école primaire. De ce fait les parents font le choix d'envoyer leurs garçons à l'école plutôt que leurs filles espérant ainsi à un meilleur revenu pour que leurs fils subviennent aux besoins de la famille.⁷

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Jeune Afrique le 28 07 2014 à 17h : 17mn

Jeune Afrique, numéro 2828 du 22 au 28 mars 2015(reportage sur la situation économique du Benin) par Alain Faujas, page88

Source: RFI (Radio France internationale) par Sabine Cessou, le 23 -03-2015 a 03h : 03mn

<http://www.tg.undp.org/content/togo/fr/home/presscenter/articles/2014/12/09/rapport-sur-le-d-veloppement-2014-du-pnud-le-togo-class-au-166-me-rang-.html>

<http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/july-2006/lutter-contre-les-in%C3%A9galit%C3%A9s-en-afrique> par Ernest Harsch, juillet 2006, page16

<http://www.rfi.fr/afrique/20131120-afrique-sud-inegalites-entre-enfants-blancs-noirs-persistent/> (reportage de RFI dans le cadre de la journée mondiale de l'enfance, le mercredi 20 novembre 2013)

[https://plan-international.org/girls/pdfs/Progres et obstacles education des filles en afrique plan international 2012 fr c.pdf](https://plan-international.org/girls/pdfs/Progres_et_obstacles_education_des_filles_en_afrique_plan_international_2012_fr_c.pdf) , rapport Afrique 2012 page 25(Quels sont les obstacles à l'accès et à la rétention des filles à l'école ?)

⁷ [https://plan-international.org/girls/pdfs/Progres et obstacles education des filles en afrique plan international 2012 fr c.pdf](https://plan-international.org/girls/pdfs/Progres_et_obstacles_education_des_filles_en_afrique_plan_international_2012_fr_c.pdf)

ETUDE DE MARTHE ELIANE DIOUF



Les inégalités sont des différences qui sont valorisées par les sociétés. Et pour cela la définition même d'inégalité dépend donc de la société dans laquelle on se trouve. Elles se présentent sous des formes variées et appartiennent à deux grandes catégories : les inégalités économiques et les inégalités sociales et culturelles. Mais nous retiendrons que c'est le résultat d'une distribution inégale des ressources au sein d'une société. Elles sont au fondement de la stratification des sociétés. En effet l'accès inégal des ressources socialement valorisées distribue les individus en différents groupes sociaux. Et aujourd'hui force est de constater que cette inégale répartition a fait naître un sentiment d'injustice ou une reconnaissance d'illégitimité. Ainsi elles peuvent être appréhendées selon une pluralité de dimensions et sous l'angle de facteurs explicatifs variés. Parmi ces facteurs ou acteurs des inégalités, on peut comparer les sexes, les âges, les générations, les origines géographiques ou sociales, les « races », les identités culturelles ou religieuses entre autres. Mais il faut noter que l'inégalité ne devient une injustice qu'à partir du moment où ces avantages sont perçus comme étant illégitimes ou discriminatoires. De ce fait elle apparaît comme un enjeu de luttes entre ceux qui dénoncent des produits injustes découlant des structures sociales et ceux qui légitiment des différences comme des effets du hasard, de la nature ou des efforts individuels. Cependant ces inégalités sociales s'observent dans tous les continents, pays et sociétés. Compte tenu de ce caractère mondial de la problématique et des enjeux de ces inégalités nous concentrerons notre analyse sur le continent Africain : nous reviendrons en bref sur

les causes pour aborder en suite les conséquences et en fin dégagés des recommandations pour contribuer à une réduction du phénomène.

Concentrant l'essentielle des pays du tiers monde, le continent Africain illustre bien ces inégalités sociales. En effet la stratification de ces sociétés donne une cartographie qui présente deux grandes classes sociales : constitués par une minorité qui détient la presque totalité des richesses et bénéficiant selon ces convenances des ressources disponibles au détriment d'une majorité pauvre laissée à elle-même, d'où un grand fossé qui de plus en plus s'accroît faisant naître des sentiments d'injustices, discriminatoires qui ont été à l'origine de soulèvements populaires comme au Nigéria et plus récemment en Afrique du sud pour ne citer que cela. Le contraste observé est que l'Afrique qui détient l'essentielle des ressources naturelles du monde est le continent le plus pauvre et où les inégalités sociales y sont plus prononcées.

Nous n'allons pas trop insister sur facteurs favorisant les inégalités sociales mais nous contenterons de les énumérer et parmi lesquels nous avons :

- * l'instabilité politique dans la plupart des pays africains. Il faut le souligner l'Afrique connaît plusieurs foyer de tensions : les guerres héritées de la balkanisation de l'Afrique et du morcellement du continent en micro états, les coups d'états ;

- * les épidémies qui gangrènent et les catastrophes naturelles dont elle fait face (famine, inondations, etc.) ;

- * la corruption observée au niveau des pouvoirs centraux de décisions des pays (Etat) ;

- * le pillage des ressources naturelles par les puissances occidentales ;

- * un manque de volonté politique réel pouvant maître en profit les ressources aussi bien naturelles que humaines;

Ces manquements cités ne peuvent être sans conséquence d'où une paupérisation accrue où les richesses sont détenues par une minorité qui pour l'essentielle est constitué par les acteurs qui incarnent les pouvoirs de décisions et quelques particuliers qui accèdent à ce lot selon certaines considérations qui parfois sont d'ordres économiques, sociales ou culturelles.

Ces frustrations contribuent largement aux phénomènes de violences qui assiègent de plus en plus le continent par l'émergence de groupes extrémistes, révolutionnaires d'où une hausse de la criminalité. Ces populations qui se sentent exclues, ont tendance à s'affirmer, se révolter contre l'ordre actuel. Ainsi ils deviennent des proies pour ces groupes qui les utilisent non pas pour leur cause (pauvreté, famine, accès limité aux services sociaux de bases etc.), mais juste pour étendre leur idéologie de dominer et contrôler le monde. Ce qui explique la présence des mouvements comme Boko Haram au Nigéria, les mouvements de rébellions que nous rencontrons dans presque toutes les pays africains entre autres. Et l'exemple la plus récente est les soulèvements constatés en dernier lieu en Afrique du Sud.

A côté de ses groupes qui gagnent de plus en plus du terrain, nous avons le phénomène de l'immigration ou des milliers de jeunes bravent les mers à la recherche de meilleures conditions de vie, d'horizons ou leurs chances de réussite ne sont pas compromises. Et il est triste de constater aujourd'hui que cette force vive et valeurs du continent périclisse par des centaines aux milieux des océans.

Aujourd'hui il est temps que le peuple africain prenne son destin en main après la démission de ses leaders politiques de leur mission première qui était de promouvoir le développement économique et socioculturel de leur pays et par ricochet du continent. Il urge que les africains repensent leur modèle de développement. Il ne s'agira pas de copier ou de suivre les autres (les puissances occidentales) dans leur logique seulement, mais de partir de nous-même à la source. En effet pour la plus part des pays africains le constat est le même les grandes villes telles que les capitales polarisent tous les secteurs stratégiques de développement ce qui se traduit dans de nombreux cas par un déséquilibre avec le reste du pays. Et cette disposition traduit en elle-même une inégalité. Pour corriger ou réduire ces inégalités il faudrait promouvoir la décentralisation mais aussi la création de pôles de développement économique et social.

La décentralisation en ceci que les populations doivent d'avantage être intégrées dans la gestion des affaires publiques et pour ce faire il faut une déconcentration du pouvoir des institutions de la république qu'il y ait cette proximité entre les administrateurs et les administrés. Elle ne se traduira pas d'une simple déportation d'équipements mais plutôt des pouvoirs réels à l'échelle locale. D'où un aménagement des territoires devient une nécessité. Un aménagement qui va favoriser la création de pôles de développement local en misant sur le « zoning ». Le zoning consistera à valoriser les territoires selon leurs compétences. Ainsi ça permettra de fixer les populations ce qui évite l'exode rural qui se traduit aujourd'hui par un phénomène plus discret la migration nationale ou internationale.

Il est temps que nous soyons plus réalistes, nous avons toutes les ressources aussi matérielles qu'humaines il suffira d'une réelle volonté politique mais surtout personnel pour que nous puissions réduire ces inégalités qui constituent des freins à notre décollage économique, sociales.

ETUDE DE BINETA DIALLO



Cadre conceptuel des inégalités de développement en Afrique

Les inégalités sociales dans le monde ont évolué en fonction des périodes et des espaces. Elles existent aussi bien entre les classes sociales ainsi que dans tous les domaines de la vie. Les classes sociales, selon les sociologues, ont fait leur apparition relativement très tard dans le vocabulaire de la sociologie. Cette science les définit comme « des strates qui composent la société ». Pour d'autres sociologues, à l'image de Georges Gurvitch, son apparition est liée à celle des sociétés industrielles en Europe. Pour certains historiens, les inégalités sociales apparaissent à la suite des conquêtes militaires. Quant à la classe des Castes, elle se serait développée dans le Nord-Ouest de l'Inde à la suite de l'invasion des populations aryennes et de la diversification ethnique de la population indigène. Le 18^{ème} siècle vient s'imposer pour lutter contre toute inégalité sociale. Animé et alimenté par des philosophes français, Le Siècle des Lumières met au cœur de ses préoccupations l'égalité entre toutes les couches composant la société française.

L'Afrique elle, a connu plusieurs formes d'inégalités sociales dans la colonisation. Ces disparités étaient liées à la répartition inégale de ses ressources agricoles, territoriales qui profitaient beaucoup aux Colonisateurs. Elles étaient aussi notées dans l'économie, la politique et presque dans tous les secteurs de la vie. Le Colon était le roi-absolu, le propriétaire de tout ce dont les indigènes disposaient. Ceux-ci profitaient en leur façon très de leurs plantations (café, cacao, palmier à huile, arachide, etc.). En plus, ils étaient spoliés des minerais (or, fer, argent, etc.)

Cependant, au temps des royaumes, et en marge de la colonisation, l'Afrique a subi d'autres types d'inégalités. Le roi, dans son immensité et craint de tous, détenait toutes les ressources du royaume et les utilisait comme lui semblait. Cette situation crée des classes avec des responsabilités bien définies et limitées, d'implications dans les secteurs prioritaires pour d'aucuns et secondaires pour d'autres. Ainsi, se fortifie l'appellation roi-esclave, une appellation qui crée des inégalités sociales de manière beaucoup plus visible. Etre esclave, signifierait dans les royaumes se mettre toujours au travail, ne pas être considéré au même titre que les autres et d'être soumis malgré sa volonté.

Cette société traditionnelle africaine était à la limite une société où les inégalités étaient créées au su et au vu de tout le peuple. Un tel est Noble. Il a le droit sur tout et de tout faire. Un tel autre est un Caste. Il est tout le contraire du premier. Ses rôles et responsabilités sont trop restreints. Il se trouve au banc de la société tout court. Cette classification illégale de la société africaine a fait du continent, à un pan de son histoire et de son évolution, un carrefour du superpouvoir ou de la superpuissance de certaines ethnies sur d'autres.

Avec l'avènement de l'accession à la souveraineté internationale de la plupart des états les écarts n'ont fait que se creuser de plus belle et aujourd'hui l'Afrique est le continent où les inégalités sociales se font ressentir dans tous les domaines que ce soit l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, l'accès aux terres, le genre ou encore l'économie.

Problématique

L'Afrique est le continent le plus pauvre de la planète, de même que celui où la croissance du niveau de vie est la plus faible depuis vingt ans. Il s'agit aussi du continent dont les nations sont les plus récentes et où la population est la plus jeune ; l'accroissement démographique continue d'y être rapide, malgré l'épidémie de sida qui ravage un grand nombre de pays¹. Pauvre et jeune, mais aussi « tribaliste » ou communautaire, semble-t-il. Les conflits armés à fondement ethnique y sont fréquents, ils s'étendent souvent au-delà des frontières nationales et témoignent de la fragilité des États définis par ces frontières. Par ailleurs l'originalité des structures familiales, des relations de parenté et des règles de succession continue de faire apparaître les sociétés africaines comme particulièrement étranges à l'œil occidental ou même asiatique². Sous-observée et sous-étudiée, parsemée de zones grises inaccessibles du fait de leur éloignement ou des conflits qui s'y déroulent, l'Afrique demeure dans une certaine mesure une *terra incognita* pour explorateurs. Pauvre, jeune, communautaire, mystérieuse : comme si rien n'avait changé depuis un siècle, quand les Européens se lançaient dans leur dernière conquête coloniale. L'étude de l'Afrique ne concerne pas seulement l'« africanologie », elle interpelle la vocation universelle de l'ensemble des sciences sociales.

➤ Un record d'inégalité en Afrique

La région la plus pauvre du monde est aussi celle où les inégalités de revenu sont les plus élevées. Elle cumule de fortes disparités de revenu entre pays différents d'une part, et au sein de chaque pays d'autre part. Un Africain moyen consomme deux fois moins qu'un Asiatique,

Quatre fois moins qu'un Latino-Américain, huit fois moins qu'un Européen (dix fois en excluant la Russie et la Turquie), et seize fois moins qu'un Nord-Américain. Par ailleurs, un Africain faisant partie du quart des Africains les plus riches consomme plus de quatre fois plus qu'un Africain faisant partie du quart des plus pauvres. Ce même rapport est inférieur en Amérique

Latine et en Europe, et il est encore bien moindre (moins de trois) en Asie. Le dixième des Africains les plus riches consomme environ quatorze fois plus que le dixième des plus pauvres. Selon l'indice d'inégalité le plus usuel, à savoir l'indice de Gini, l'Afrique apparaît de loin comme la région la plus inégale (indice de 0,61), proche du niveau qui prévaut pour l'ensemble de la population mondiale (0,64).

➤ **Une croissance forte qui profite peu aux africains**

Si toutes les études macroéconomiques montrent en effet une croissance aujourd'hui forte en Afrique, elles mettent également en évidence que cette nouvelle richesse profite peu aux populations. Même le FMI et la Banque Mondiale, qui ont pourtant été de fervents partisans de politiques néolibérales pour réduire la pauvreté, commencent à s'inquiéter très sérieusement de ce phénomène des inégalités. Nous observons ainsi ce paradoxe de lire un nombre considérable d'articles sur la bonne santé économique du continent africain et dans le même temps des résultats très médiocres dans la lutte contre la pauvreté, le chômage, ou même les progrès dans la santé. Dans le domaine de la santé, de nombreuses études ont mis en évidence que les objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD) ne seront pas atteints dans la plupart des pays subsahariens. On peut véritablement se poser la question de savoir si les inégalités n'ont pas joué un rôle majeur dans cette situation, notamment sur la mortalité infanto-juvénile ou maternelle qui sont si sensibles et impactent si lourdement les familles les plus déshéritées.

C'est pourquoi la question primordiale que l'on devrait se poser est la suivante : quel outil pour contribuer de manière plus efficace à la lutte contre les inégalités sociales en Afrique ?

ETUDE DE SOULEYMANE AMAR,
ETUDIANT EN 4EME ANNEE DE FORMATION EN AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE, ENVIRONNEMENT ET GESTION URBAINE

Evaluation des actions de lutte contre les inégalités sociales en Afrique :

Depuis le lendemain des indépendances, plusieurs actions sont envisagées par les pouvoirs publics, la société civile dans laquelle on compte les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Organisations Communautaires de Base (OCB) pour endiguer le problème des inégalités sociales en Afrique. Cependant, le constat à l'heure actuellement est encore alarmant. Les inégalités au sein des communautés ne cessent de s'enfoncer. Ainsi, pour mieux comprendre les raisons de cet échec afin de dégager des perspectives, faisons le diagnostic de quelques actions telles que les politiques d'aménagement du territoire, de promotion d'emploi et d'action sociale ainsi que les résultats des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en Afrique.

I. Les Politiques d'Aménagement du Territoire (PAT)

• Définition

Elles déterminent la répartition des activités et des richesses sur le territoire en tenant compte de la disponibilité des ressources. L'Aménagement du Territoire (AT) est un ensemble de mesures et d'actions **volontaristes** visant, par une organisation prospective de l'espace, à utiliser un territoire de manière rationnelle en fonction de ses ressources et potentialités, et dans le but de satisfaire les besoins immédiats et futurs de la population. Il prend en compte la localisation des grands équipements, l'occupation du sol entre autres.

L'aménagement du territoire a pour objectif d'assurer et de garantir le développement **équilibré** et harmonieux des territoires dans ses dimensions économique, sociale, environnementale; L'Etat comme acteur central mène des politiques de développement régional pour lutter contre les **disparités territoriales**. La démarche fondamentale de l'AT est de type **Top-Down**, c'est-à-dire que la décision que la politique est définie de l'état central vers les populations.

• Aménagement du Territoire en Afrique

Au lendemain des indépendances, les gouvernements africains devraient mettre en place de nouvelles politiques d'Aménagement du Territoire, répondant aux besoins et objectifs de l'heure. Cependant, les gouvernants africains ont presque maintenu la configuration territoriale héritée des colons et qui était exclusivement adaptée à leurs intérêts économiques et colonialistes. Ce qui a rythmé inlassablement la démolition sans restrictions des systèmes de références de l'économie. En effet, leur gestion était globalement basée au niveau des capitales administratives et/ou économiques nationales et celles-ci étaient généralement situées au niveau des côtes marines. Ce choix s'expliquait, entre autres, par la volonté pour le colon d'acheminer rapidement les productions agricoles et matières premières vers leur pays d'origine via la mer.

Le maintien de cette forme d'Aménagement du Territoire est aujourd'hui la raison explicative du très grand fossé existant entre la capitale et les autres localités au sein d'un même pays. Cette disparité se traduit par une inégale répartition des richesses et une ségrégation socio-spatiale dans l'implantation des infrastructures et équipements de grande envergure. Dans la plupart des pays africains, les plus grands établissements sanitaires, éducatifs, industriels ou de services se concentrent dans les capitales. Ce choix repose pour la plupart sur des bases politiciennes où le gouvernant ne se soucie plus des urgences du moment mais plutôt de l'importance du poids électoral, de la population. Cette situation entraîne ainsi une inégalité dans la disponibilité des emplois favorisant ainsi un exode des populations des localités les plus défavorisées vers les métropoles. Même au niveau de la surveillance militaire, on note plus de vigilance au niveau de la capitale contrairement dans les zones périphériques. C'est pourquoi, les attaques terroristes sont plus constatées au niveau des frontières des pays africains.

Il en est de même dans l'approvisionnement en services sociaux de base tels que l'eau, l'électricité. Ce qui peut susciter des frustrations au sein de la population voire une stigmatisation. Tout cela, pour dire, combien les politiques d'aménagement du territoire en Afrique ont échoué quant à la lutte contre les disparités régionales.

Du côté de la société civile, les efforts consentis pour atténuer ces inégalités sont assez remarquables. En ce qui concerne les ONG, plusieurs d'entre elles interviennent en milieu rural où les populations sont plus vulnérables à la pauvreté et à la faim.

Aujourd'hui, dans plusieurs sociétés africaines, on commence à s'approprier de la territorialisation des politiques publiques. Il s'agit d'une inscription des politiques publiques de manière coordonnée et complémentaire au sein des territoires et aboutir à une meilleure appropriation de celle-ci par les acteurs concernés au niveau local. Cette démarche pourrait alors entraîner une meilleure prise en compte des politiques de lutte contre les inégalités sociales par les populations elles-mêmes, qui sont directement concernées.

II. Politiques de promotion d'emploi :

L'emploi demeure aujourd'hui la première préoccupation des ménages. C'est pourquoi il est au centre des priorités des états. Dans un continent tel que l'Afrique, une des finalités de la création d'emploi par les pouvoirs publics devrait être quelque peu la réduction des inégalités sociales existantes au sein de la population. Cependant, les conditions dans lesquelles ces emplois sont attribués laissent apparaître quelques pratiques non moins discriminatoires. Tantôt, c'est pour satisfaire une clientèle politique, tantôt l'octroi des emplois se fait sur des bases ethniques voire népotiques. Au Sénégal, le débat s'est posé notamment avec l'avènement de Macky SALL à la magistrature suprême « caractérisé par une haalpulaarisation du pouvoir ». Le même cas est constaté en Guinée où le président est soupçonné de privilégier sa propre communauté à savoir les malinkés. Ce genre de pratiques favorise davantage les inégalités sociales au sein des communautés entraînant d'une part des frustrations et d'autre part un traitement déséquilibré entre diplômés d'un même niveau et domaine d'études.

III. Politiques d'action sociale :

Elles peuvent être considérées comme l'ensemble des actions des politiques publiques visant à aider les populations défavorisées dans leurs activités quotidiennes. En Afrique, cette politique trouve bien sa raison d'être du fait que la majeure partie de la population est démunie. Cependant, ces actions sont souvent tâchées de pratiques anti-transparentes. Généralement, l'aide destinée par les pouvoirs publics aux populations nécessiteuses ne leur parvient pas toujours. Dès fois, c'est la distribution qui ne se fait pas dans les règles définies, entraînant ainsi une inégalité dans le traitement des uns et des autres selon leur obédience politiques, ethniques voire religieuses.

Il arrive également que l'action sociale ne contribue pas à la réduction des inégalités sociales. On peut se demander si le fait d'aider quelqu'un financièrement de manière quotidienne peut lui permettre de faire des efforts pour sortir de sa situation sociale. Si on prend le cas des bourses de sécurité familiale octroyées par l'Etat du Sénégal aux familles les plus pauvres, d'abord on peut se dire que la somme versée (25000 FCFA par trimestre) est très faible pour des familles souvent très élargies, pire, cette action peut accentuer la fainéantise au niveau de certaines personnes.

IV. Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

Les OMD constituent un nouveau paradigme de développement centré sur l'homme, visant à faire entrer l'ensemble des pays en développement dans un cercle vertueux de réduction de la pauvreté et de croissance économique. Ils résultent des conférences internationales sur le développement qui ont convergé dans leur conclusion vers cette urgence à recentrer le débat du développement autour de l'accès aux services sociaux de base, donc, autour de l'homme.

En Afrique subsaharienne, de solides progrès sont notés et se poursuivent dans l'atteinte de certains OMD même si dans d'autres, on a noté une contreperformance. Pour faire une évaluation de ces OMD dans la lutte contre les inégalités sociales, nous nous intéressons à trois objectifs fondamentaux :

• O1 : Eliminer l'extrême pauvreté

Trois cibles sont visées par cet objectif :

- Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ;
- Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif ;
- Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

D'après le rapport de la banque mondiale sur l'évaluation des résultats des OMD en 2014, une augmentation du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est notée en Afrique subsaharienne, passant de 290 millions en 1990 à 414 millions en 2010. Selon les prévisions, en 2015, 40% des 970 millions de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour résideront dans cette partie du continent noir.

Quant aux actions visant à réduire la faim, des efforts ont été enregistrés. La proportion des personnes souffrant de la faim a diminué passant de 33% en 1992 à 25 % en 2013. Cependant, dans cette proportion, le nombre d'enfants sous

alimentés a connu une hausse allant de 27 millions à 32 millions d'individus entre 1990 et 2012.

D'après le rapport du PNUD sur l'évaluation des OMD (en 2012), la typologie régionale de la pauvreté se présente dans plusieurs pays africains, comme suit :

- zones à très forte incidence de pauvreté (plus de 60%) : régions périphériques (par rapport à la capitale)
- zone à forte incidence de pauvreté (entre 40% et 60%) : régions du centre
- zone à incidence de pauvreté moyennement forte (moins de 40%) : capitale et environs

Cette répartition montre que les inégalités sociales existent toujours avec l'extrême pauvreté et qu'en termes de performance dans la lutte contre la pauvreté, les capitales surpassent de loin les zones périphériques du fait de l'inégalité des moyens déployés dans les différentes parties.

• **O2 : Assurer l'éducation primaire pour tous**

La cible visée est la suivante :

- Donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

« Des gains importants sont notés dans le secteur éducatif, mais il y a davantage des défis à l'horizon. Entre 2000 à 2012, le pourcentage des enfants ayant droit à un cycle complet primaire a atteint 60 à 78% contrairement en 2000 où il était seulement de 35%.

Les filles continuent cependant de rencontrer de sérieux obstacles à leur scolarisation en Afrique subsaharienne, où le taux féminin net de scolarisation primaire est passé de 48 à 75% entre 1991 et 2012». Ces chiffres montrent en fait que la scolarisation des filles en Afrique fait toujours face à des obstacles d'ordre culturel et religieux. Cette situation est une forme d'inégalité sociale basée sur le genre.

• **O3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (question genre)**

Les cibles visées sont :

- Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard.
- Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements, les emplois et les instances politiques d'ici à 2015

L'indicateur relatif à la proportion de postes et sièges occupés par les femmes dans les dispositifs administratifs et dans les instances de décision a relativement progressé au cours des dernières années. En 2012, l'accès des femmes aux emplois a atteint une proportion de 33% contre 23% en 1990. Quant aux sièges, l'accès aux femmes est passé de 13% en 2000 à 23% en 2014. Au Sénégal, il a encore augmenté sous l'effet de la loi sur la parité. Mieux, l'Etat du Sénégal a élaboré la Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG) pour la période 2005-2015. Cependant, beaucoup de retard sont notés dans la mise en œuvre de cette politique, raison pour laquelle, les organisations de défense des droits féminins élèvent leurs voix pour rappeler aux autorités leur engagement.

En ce qui concerne les autres OMD, de très bons résultats contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA sont notés. Par exemple, en Afrique subsaharienne, environ 3 millions d'enfants ont été sauvés du paludisme entre la période allant de 2000 à 2014.

En définitive, on se rend compte que l'Afrique est encore loin de l'atteinte des OMD notamment en ce qui concerne la lutte contre les inégalités sociales. Pire, il est constaté que l'effectif des extrêmes pauvres continue de prendre de l'ampleur notamment en Afrique subsaharienne.

Conclusion

En dépit de tous les efforts consentis par les différentes parties, les disparités sociales persistent toujours en Afrique. Pire, elles s'aggravent dans certains milieux. D'une part, les politiques publiques appliquées n'ont fait aucune preuve d'efficacité quant à la lutte contre les inégalités sociales, d'autre part, les actions envisagées ne sont pas bien mises en œuvre pour lutter véritablement contre ce problème. A cela s'ajoutent les obstacles liés à la tradition, à la culture et aux religions et accentuant les inégalités au sein des communautés.

Les systèmes économiques appliqués jusqu'ici n'ont pas contribué à la réduction des inégalités sociales ou alors n'ont pas été bien mis en œuvre. De l'économie sociale à celle libérale, et de façon alternée, les pays africains semblent se perdre dans le choix à faire en matière de politique économique et sociale. Aujourd'hui, sans nul doute, l'économie sociale est la meilleure option pour réduire les inégalités au sein de la population cependant l'application doit être revue. En plus de cela, l'Afrique doit désormais consommer local. La pertinence de ce choix se justifie à plusieurs niveaux. D'abord, il consistera à mettre tous les citoyens de toutes catégories socioprofessionnelles sur le même pied d'égalité en termes de consommation. Ensuite, il permettra également d'aider les artisans et paysans, souvent de la basse classe sociale à améliorer les revenus tirés de leurs activités. Pour ce faire, les Etats Africains devront mettre en place des politiques efficaces pour assurer l'autosuffisance dans toutes les formes de consommation.

Constatons que dans certaines parties du continent africain, il existe toujours des royaumes. Il est évident que dans ces zones, l'esclavage demeure toujours et que les inégalités sont de taille entre familles royales ou aristocrates et le reste de la population. Il urge alors pour les gouvernants d'entamer des actions pour mettre fin à ces formes d'inégalités sociales.

Pour atteindre notre objectif à savoir l'élimination des disparités, il est indispensable que les populations également s'entre-aident et développement des sentiments de solidarité. Tel est le fondement de la lutte contre les inégalités sociales.

LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE DANS LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE

ETUDE DE ABY BA, NDEYE AMY LO ET FATOU NIANG



INTRODUCTION

Le début des années soixante voyait la plupart des Etats africains accéder à la souveraineté internationale. Cette autonomie est fortement marquée par des bouleversements sociopolitiques notamment l'avènement du modèle étatique dans la gestion des sociétés africaines. Ce modèle est un produit importé des sociétés industrielles et une source de violences en Afrique. Fort de ce constat plusieurs conceptions de l'Etat se retrouvent de plus en plus institutionnalisées, et le vocabulaire étatique occupe la sphère sociale. Le concept de démocratie en constitue le plus fréquent dans le discours des nouveaux dirigeants des jeunes Etats. Celui de société civile qui accompagne les transitions démocratiques, occupe aussi une place non négligeable dans ce nouveau vocabulaire politique, à côté d'autre comme la bonne gouvernance ou encore le développement économique et social.

La modernité politique en Afrique est marquée entre autre par la transposition du modèle occidental de mode de gouvernement et de gestion de l'Etat. Ainsi, à l'aube des transitions démocratiques voit-on apparaître en Afrique des organisations de la société civile fortement inspirées du modèle occidental. La société civile en Afrique est fortement marquée par son état embryonnaire qui fait d'elle une spécificité par rapport aux autres démocraties.

I. Définition du concept

La Définition du concept de société civile est de plus en plus controversée. En effet les spécialistes en donnent différentes définitions. Mais Elle peut se définir comme l'ensemble des groupes organisés dont les objectifs sont l'amélioration des conditions des citoyens et le respect des droits de l'homme. Ses objectifs sont fondés sur l'intérêt général et non l'intérêt personnel. La société civile comprend l'ensemble des associations, des organisations, des mouvements, des lobbies, des groupes d'intérêts qui ont un caractère non gouvernemental et non lucratif. Elle s'active dans plusieurs domaines comme dans le cadre des actions humanitaire, solidaire, juridique, environnemental, culturel, éthique sociopolitique.

Cependant toutes les organisations de conquête et de conservation du pouvoir d'Etat, tels que les partis politiques et les divers mouvements de soutien ne peuvent pas être considérés comme faisant partie de la société civile. Les organes de la société civile ne poursuivent pas des fonctions étatiques, mais s'intéressent uniquement à une participation de Politique indépendante et ne sont pas pour autant opposées à l'Etat. En effet elle peut être collaborateur de l'Etat, son rôle ici peut être perçu dans des campagnes de sensibilisation par rapport au changement institutionnel. En guise d'exemple la société civile sénégalaise a beaucoup sensibilisé les citoyens dans le cadre de la politique de décentralisation. La société civile doit aider l'Etat en étant un moteur de développement, mais aussi constituer un lien entre l'Etat et les citoyens tout en ne cherchant pas à en tirer un quelconque profit.

II. HISTORIQUE DU CONCEPT « SOCIETE CIVILE »

Le concept de Société civile (civil society) n'est pas du tout nouveau. Il trouve son origine dans l'Antiquité grecque, c'est-à-dire, plus de 2000 ans avant notre ère contemporaine.

Le célèbre philosophe Aristote désigna du nom de «koinonía politikè» («Société citoyenne», et plus tard, en latin: «societas civilis») une assemblée sans hiérarchie dominante, composée de personnes partageant les mêmes points de vue, ce qu'on appelait alors «polis», 'c'est-à-dire, la société citoyenne ou politique. Des citoyens de sexe masculin possédant un certain avoir décidaient ensemble et mutuellement de défendre leurs intérêts au sein de cette association, sans l'interférence de toute instance étatique. C'était ainsi qu'ils étaient censés réussir à faire le «Bien». Il faut préciser que des composantes importantes de la population, les femmes et les esclaves, par exemple, étaient exclus de cette forme de participation, ne jouissaient pas de ce droit. Dans cette conception, les termes Etat et Société désignaient encore le même phénomène.

L'idée d'une société civile conçue comme une sphère d'action à différencier de l'Etat est née pendant le siècle des Lumières (aux 17 et 18èmes siècles).

Elle acquit son caractère moderne, grâce à des auteurs tels que John Locke ou Charles de Montesquieu. Il y était question d'une société, dans laquelle les êtres humains vivent ensemble dans une communauté de citoyens qui ont droit à la parole. Ces derniers doivent ainsi être libres et autonomes, jouir du droit d'association, de

coopération et de décider des questions les plus importantes dans le débat public. Ils doivent, par ailleurs, être capables de réaliser une cohabitation caractérisée par la tolérance et l'égalité sociale, dans le respect total du droit, mais sans une trop grande pression exercée par l'Etat. Les auteurs insistent ainsi sur l'autonomie des citoyens et de leurs groupes. L'autonomie, par rapport à l'Etat, de la sphère privée et économique que représente la société, joue en effet un rôle particulièrement important.

D'après John Locke, il était du devoir de l'Etat de garantir au citoyen l'égalité devant le droit, la liberté, l'intégrité et la propriété. S'il ne se conformait pas à ce principe, les citoyens avaient le droit, au titre de société citoyenne, de se rebeller.

Charles de Montesquieu attribuait beaucoup moins à la société citoyenne le rôle de contrôleur de l'Etat que celui d'intermédiaire entre les citoyens et l'Etat. Il y avait, à son avis, deux sphères à bien différencier: celle de la politique, d'une part, et celle de la société citoyenne, d'autre part.

Mais cela n'impliquait pas que la société était apolitique; elle avait, bien au contraire, le devoir de mieux faire connaître et mieux représenter les intérêts des citoyens auprès de l'Etat.

Alexis de Tocqueville, plus tard, a considéré la société civile comme le lieu de naissance et d'exercice des vertus citoyennes, telles que la participation. Ainsi, pour lui, c'était l'«Ecole de la Démocratie et de la Liberté». Grâce à cette idée, la société (civile) devint de plus en plus une instance politique publique, qui observait et critiquait les agissements de l'Etat. Le philosophe Georg Hegel a, lui aussi, eu sa propre interprétation du concept de société civile.

D'après Hegel, ce concept désignait un espace indépendant, hors de la sphère naturelle de la famille et de la sphère, plus élevée, de l'Etat: les citoyens peuvent, en tant que personnes privées, y poursuivre leurs intérêts particuliers légitimes (en premier lieu, leurs intérêts économiques), aplanir leurs différends et, dans une certaine mesure, régler leurs affaires. La société civile jouait le rôle, dans la structuration de ses intérêts, d'intermédiaire entre l'individu et l'Etat.

III. ROLES DES SOCIETES CIVILES

1. Place et rôle de la société civile dans la consolidation de la démocratie

La société civile est constituée d'hommes et de femmes, qui s'engagent en toute responsabilité à prendre en charge la quête de solutions aux problèmes non ou insuffisamment prises en compte. Elle joue un rôle important dans le processus de démocratisation et la consolidation d'un état de droit. En effet les organes de la société civile veillent à ce que les élections soient impartiales. Donc elles assurent le déroulement équitable des élections et assure également la bonne gouvernance après les élections en imposant aux gouvernements le respect des lois. Elles sont aussi des vecteurs de la démocratie, en effet elles engagent dans la formation de l'opinion publique en organisant des débats démocratiques qui est aussi un moyen

d'expression de l'opinion publique. Néanmoins elles éprouvent des difficultés d'être aperçus et acceptés comme défenseurs des intérêts des citoyens face à l'Etat.

2. La présence et le rôle des femmes dans les organisations de la Société Civile au Sénégal

Au Sénégal les femmes jouent un rôle important dans le processus de démocratisation de la protection des droits humains ainsi que dans le développement local. La situation de la femme au Sénégal est peu enviable. Elle est largement défavorisée par le système socio culturel, économique et politique alors qu'elle doit être un acteur économique et un agent incontournable du développement. Mais n'assiste à l'apparition et à la consolidation d'organisations locales de développement comme les GIE, les ONG et d'autres organisations comme des organisations paysannes et des coopératives villageoises évoluant dans le monde rural. Ces organisations sont surtout marquée par la présence d'associations de femmes et elles agissent dans une perspective de défense des intérêts de la femme souvent reléguée au second plan dans la lutte contre la pauvreté. On note aussi la présence massive des femmes dans d'autres organisations de la société civile qui lutte pour la protection des droits humains et surtout ceux des femmes. Ainsi on peut en citer :

CVNVAF (Réseau Convergence Nationale pour la Valorisation des Activités des Femmes) : C'est un réseau qui est composé de plus de 70 organisations, ce réseau a pour objectif la promotion d'un leadership féminin et la création d'un cadre institutionnel permettant l'échange de compétences autour de la valorisation des activités des femmes. À cet égard, le réseau intervient dans les domaines de la micro finance, de l'agriculture, de l'éducation ainsi que dans les domaines de la santé et de l'environnement. Ainsi les femmes jouent en même temps le rôle d'actrices de développement.

L'Association des Juristes Sénégalaises (AJS) : Cette association regroupe des femmes juristes, magistrats, avocats, inspecteurs du travail ainsi que des étudiantes en droit. Elle a pour objectifs de promouvoir et vulgariser le droit, d'apporter aide, assistance, conseils et formations aux populations ; de combattre toute forme de discrimination, d'œuvrer à l'établissement de relation de genre égalitaire, de contribuer à la promotion et à la protection des droits humains en générale et de ceux des femmes et des enfants en particulier.

IV. LES LIMITES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LA GOUVERNANCE LOCALE

La plus part des sociétés civiles africaines sont confrontées à de nombreuses entraves réduisant leur capacité à consolider en faveur de l'intérêt public, de la démocratie, de la bonne gouvernance entre autres.

La société civile africaine (en particulier les ONG, les syndicats, les organisations communautaires de base et les médias qui en constituent de nos jours les fers de lance) est généralement faible en termes d'organisation et de finances. Cette situation tend à affaiblir ses capacités à se profiler en contre-pouvoir ou plutôt en

partenaire crédible de l'Etat en vue d'amener ce dernier à rendre compte de ses actes (dans le cadre de ce qui est considéré comme étant la bonne gouvernance).

De plus, elle souffre d'une absence de « leadership institutionnel et visionnaire ».

Elle est par exemple incapable de tenir compte des rapports sociaux et des rapports de force responsables en premier lieu de la reproduction de la pauvreté.

D'autre part, le manque de collaboration ouverte et transparente ente les différents éléments qui la composent font que la société civile développe des activités dont la portée et l'impact sont limités, en considérant le vaste champ de la lutte contre la pauvreté et l'instauration d'Etats démocratiques et respectueux du droit en Afrique.

Un peu partout en Afrique, les Etats africains sont plutôt réservés pour promouvoir le développement et l'autonomie des organisations de la société civile dans la perspective d'en faire des collaborateurs crédibles participant à la lutte contre la pauvreté.

Le pouvoir, voilà ce que visent certains membres de la société civile. Cet état de choses remet en cause sa neutralité et divise ses membres à cause des intérêts divergents. Par exemple en RDC, la course au pouvoir a motivé la lutte parmi les différents groupes pendant le processus de sélection des représentants au dialogue inter-congolais de Sun City en Afrique du Sud. La société civile devient alors un véritable tremplin pour avoir accès au pouvoir politique. Cela étant, la conception de la société civile comme un moyen pour conquérir le pouvoir est un autre élément qui la fragilise et limite sa marge de manœuvre pour susciter des changements politiques.

Une autre critique contre la société civile est son éloignement vis-à-vis de la base. Cette séparation a pour origine la convoitise du pouvoir. A cause de leur duplicité, ce que certains membres non moins influents de la société civile défendent n'est rien d'autre que leur propre compréhension de la situation qui, bien souvent, ne reflète en rien les véritables besoins du peuple dont ils prétendent défendre les intérêts. Séparés de la base, les représentants de la société civile finissent par constituer une classe d'élites qui manquent de vision pour le bien-être du peuple.

CONCLUSION

Dans ce contexte politique marqué par le pluralisme et l'échec des partis politiques dans la prise en charge des préoccupations des citoyens, nul doute que le dynamisme de la société civile est devenu une donnée avec laquelle doit compter toute stratégie de consolidation de la démocratie.

L'heure est à la réinvention d'une société civile capable de constituer un véritable contre-pouvoir, vecteur de sensibilisation. La société civile indépendamment des partis politiques instaure des cadres permanents de dialogue afin d'instituer la démocratie véritable.

La lutte pour le renforcement et la permanence de la liberté d'expression est une donne de la lutte pour la démocratie et des droits de l'homme. A ce niveau l'avènement de la presse privée est salutaire.

L'alternance est une « expérience cruciale » en politique, où elle accomplit la justice démocratique. Elle seule permettra de mettre fin à la transition en cours en Afrique, c'est-à-dire indiquera clairement que celle-ci a enfin véritablement résolu de prendre place dans le train de la démocratie, constatée depuis le début des années 1990. Elle est donc le grand défi politique à relever, à terme, contre les conservatismes en tous genres qui ont, pour la plupart, leur centre au cœur du puissant dispositif du capitalisme monopolistique international, où ils inspirent, structurent et participent diversement, voire arment nombre de coups d'Etat, dans des Etats sans personnalité souveraine et affaiblis par la mauvaise gouvernance qui a appelé les politiques d'ajustement structurel, dans le

BIBLIOGRAPHIE

Dominique COLAS, 1992, « Société civile », in *Dictionnaire constitutionnel*, Paris, PUF

Gautier PIROTTE, 2007, « La notion de société civile », Paris, Editions La Découverte

Jean-Louis QUERMONNE. 1986, « Les régimes politiques occidentaux », Paris, Editions du Seuil

Luc TURGEON, 1999, « La grande absente. La société civile au cœur des changements de la Révolution tranquille », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no 1.

Publications de l'Institut Panos Afrique de l'ouest

1. « Médias et société civile au Sénégal », Dakar, Institut Panos Afrique de l'ouest, 2002

2. « Stratégie de communication de la société civile en Afrique de l'ouest : étude des bonnes pratiques », Dakar, Institut Panos Afrique de l'ouest, 2004

3. « Le naufrage du Joola : médias et société civile face au drame », Dakar, Institut Panos Afrique de l'ouest, 2004.

TEXTE DE NDIABEL DIENG

Le Balai Citoyen est un mouvement de la société Civile du Burkina Faso créé par deux célèbres artistes musiciens burkinabés, Smokey (rappeur) et Sam K le Jah (qui fait du Reggae). Ensemble, ils ont choisi un emblème, le poing levé et la brosse d'un balai. Selon Smokey « Le Balai c est la propreté, le nettoyage de la mal gouvernance sans se salir les mains. » Ils entendent apporter leur contribution à l'idée d'assainir citoyennement et proprement le Faso. Ils revendiquent une vraie démocratie, une bonne gouvernance et une meilleure vie

des populations dans leur pays. Ce mouvement est lancé à l'heure où l'opposition et le parti au pouvoir sont à couteaux-tirés sur la mise en place ou non du Senat. Ils ont été inspiré principalement par le mouvement Y en à marre du Sénégal. Ils ont manifesté formellement contre la modification l'article 37 de la constitution à travers le soulèvement populaire du 30 Octobre dernier qui a entraîné la chute de Blaise Compaoré après 27 ans de règne au pouvoir. Par ailleurs, ils luttent aussi contre toutes formes d'inégalités sociales au Burkina. Présentement ils se mobilisent dans les différentes régions du Faso pour sensibiliser la population à s'inscrire massivement dans les listes électorales afin d'assurer une élection démocratique libre et transparente. De ce point de vue, ils sont favorables pour le vote du nouveau code électoral qui interdit la participation aux élections des anciens dignitaires de l'ex majorité et de ses alliés ayant soutenu la modification de l'article 37.



LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE : RAPPORT DE SEKOUBA KONARE (AVRIL 2015)



Au cœur des échanges de la sortie annuelle du Réseau des Boursiers et Anciens Boursiers de la Fondation Konrad Adenauer (REBAFKA)

« La gouvernance en Afrique », c'est le thème central qui a regroupé les Boursiers et Anciens Boursiers de la Fondation Konrad Adenauer à l'Hôtel Le Warang à Mbour. Pendant deux jours c'est-à-dire du 11 au 12 avril 2015, les échanges et discussions ont porté sur trois sous-thèmes, tous ayant en rapport avec le continent africain dont sont issus les Boursiers et Anciens Boursiers de la fondation.

Bien organisés, les participants ont animé des panels sur « les tripatouillages constitutionnels », « les inégalités sociales » et « les rôles des sociétés civiles en Afrique ».

Le premier groupe composé de Boko Akogbé Lazare Akpahou, Mohamed Attaher Halidou, et Wilfried Soédja Gnanvi venant du Mali et du Bénin a tenu sa communication sur les modifications et révisions des constitutions en Afrique. Les panélistes ont plongé le public au cœur des tripatouillages constitutionnels dans certains pays africains, tout en traçant l'historique, les causes profondes et les effets sur les pays. Des interventions sont venues renforcer les points avancés. Dans les débats, cette pratique a été remise en cause. Si telle pratique est fréquente en Afrique, selon les panélistes, c'est que les constitutions africaines sont presque

caduques et ne prennent pas en compte toutes les précautions et les réalités du continent.

La deuxième communication avait pour thème : les inégalités sociales en Afrique. Souleymane Amar, Lèna Ba et Fatoumata Binta Diallo se sont penchés sur les disparités existant dans plusieurs domaines (santé, économie, éducation, religion, politique...) mais ils ont aussi dégagé des solutions et perspectives pour éliminer ou réduire les inégalités sociales en Afrique. Les causes de ces phénomènes ont été largement évoquées par les panelistes qui ont ensuite fait l'état des inégalités sociales basées sur le sexe, la religion et les inégalités qui débouchent sur des conflits, guerres, terrorisme avant de proposer des solutions.

Renforcer les politiques d'aménagement du territoire pour vaincre les tensions foncières, atteindre les Objectifs Millénaires pour le Développement (OMD), assurer l'éducation pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, encadrer les politiques de création d'emploi et aussi mieux encadrer l'éducation des enfants, mieux décentraliser les actions politiques en matière d'infrastructures sont quelques pistes de solutions dégagées par les panélistes et le public pour mettre les inégalités hors de l'Afrique.

Dimanche, dernier jour des échanges. Au programme, un panel, le dernier qui a été axé sur les rôles des sociétés dans la résolution des tripatouillages et les inégalités sociales. Animé par Fatou Niang, Sokhna Ndèye Ami Lo et Aby Ba, il a été question d'interroger les apports des organisations de la société civile africaine sur les problèmes liés aux tripatouillages constitutionnels.

La rencontre fut agrémentée d'une excursion pédagogique à l'Île de Fadiouth, appelée aussi l'Île de coquillages, et clôturée par l'élection du nouveau bureau du REBAFKA. C'est tard dans la soirée du dimanche que les Boursiers et anciens Boursiers sont re-tournés chez eux – un peu fatigués, mais surtout remplis de nouvelles connaissances, rencontres et expériences.